

24 JAN 2002

CIRDD 93



LETTRE DU CENTRE D'INFORMATION ET DE RESSOURCES SUR LA DROGUE ET LES DÉPENDANCES DE SEINE-SAINT-DENIS DÉCEMBRE 2001 • N° 2

RÉDUCTION DES RISQUES : ÉVOLUTION DES CONTEXTES ET DES PRATIQUES.

Dans un contexte marqué par la nécessité d'enrayer la contamination par le VIH, une politique de réduction des risques est née au début des années 1990. Réduction des risques et prévention des dommages sanitaires liés à l'injection de produits illicites se sont alors confondus.

Les acteurs de terrain, dont les associations de réduction des risques, ont rapidement pris en compte les variables individuelles et sociales favorisant la vulnérabilité des personnes ayant des conduites addictives (cf. rubrique « terrain »).

Ces évolutions ont été intégrées dans le plan triennal de lutte contre la drogue et la prévention des dépendances présenté par la MILDT¹. Celle-ci a confirmé et rappelé la volonté politique de renforcer les prises en charge sociale et médicale des usagers de drogue.

Les moyens mis en œuvre sont multiples : un accès plus aisé à du matériel d'injection stérile – par des programmes d'échanges de seringues et des distributeurs automatiques – ; l'ouverture de lieux d'accueil dits « à bas seuil », qui proposent aux plus précarisés entre autres des offres en matière d'hébergement, de repas, d'hygiène, d'accompagnement social ; et la mise en place de traitements de substitution.

Par ailleurs, l'enquête relative à la consommation de produits de substitution réalisée par la Caisse Primaire d'Assurance maladie de la Seine-Saint-Denis permettra de mieux cerner les stratégies thérapeutiques mises en œuvre afin d'atteindre ces publics (cf. page 3).

Les prises de risques liées aux consommations de produits psychoactifs s'ancrent bien en amont dans les styles de vie. C'est pourquoi le Conseil général, afin de faciliter la prise en compte globale de ces processus, a choisi d'élargir sa politique de prévention des toxicomanies au champ des conduites à risques². Cette orientation ouvre de nouvelles perspectives pour la prévention en Seine-Saint-Denis.

¹ Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie
² Cf. le dossier consacré à cette orientation dans Proximités, La Lettre départementale de prévention des conduites à risques et des toxicomanies n° 2, octobre 2001

Sommaire

Réduction des risques	1
Nouveaux produits, nouveaux usages	2
Outils	3
Ouvrages	3
Agenda	4



NOUVEAUX PRODUITS, NOUVEAUX USAGES

Face à l'évolution des modes de consommation et de leurs effets sur le terrain, trois associations de réduction des risques témoignent de leurs pratiques.

Le constat est unanime : la polyconsommation est aujourd'hui un mode de vie partagé par la plupart des usagers de drogue. « Le phénomène n'est pas nouveau, mais se confirme », observe Monique Isambart, coordinatrice de l'association Proses. « Les toxicomanes font des mélanges, tout en conservant un produit d'élection qui peut être, par exemple, l'héroïne ou un médicament ».

Outre les raisons liées à l'économie internationale de la drogue, plusieurs phénomènes se sont conjugués, ces dernières années, visant à modifier les pratiques.

Il en est ainsi de l'usage détourné des traitements de substitution, tel le Subutex®. « Associé à d'autres éléments, il devient un produit comme les autres » observe Vincent Bourseul, coordinateur de l'association C3R. Ecrasé, il commence à être injecté : un mode d'emploi qui ne concerne pas obligatoirement d'anciens injecteurs. En outre, il sert aussi de source de revenus à certains usagers qui, bien que ne le consommant pas, le revendent au marché noir !

Si les besoins en produits sont partiellement couverts par la substitution, les associations de réduction des risques ne remettent pas pour autant en cause son principe. Ils s'interrogent plutôt sur son efficacité. « La substitution ne fonctionne pas forcément pour le public que nous rencontrons, mais s'avère sans doute plus efficace dans d'autres milieux » poursuit Vincent Bourseul. « En revanche, cela évite le recours à la délinquance et à la prostitution », affirme-t-on à Proses. « Néanmoins, la réponse est trop limitée. Il faudrait élargir le nombre de produits, et surtout donner un sens à la substitution en l'associant à un accompagnement socio-éducatif ».

La conjugaison alcool / Rohypnol® ou benzodiazépines est fréquente. Des prescriptions médicales étonnantes permettent des « cocktails » mixant jusqu'à cinq ou six médicaments ! Mais le produit qui reste présent en pointillés est bien l'alcool. Une véritable préoccupation lorsque l'on connaît les risques graves qu'encourent les toxicomanes porteurs du virus de l'hépatite C⁽¹⁾.

AUCUNE RÈGLE, NI CADRE

L'arrivée du crack dans les banlieues a également changé la donne. Sur cent cinquante usagers de la file active de Proses, cinquante en consomment. Avec, pour effets, une désocialisation particulièrement forte. « Les usagers de crack maîtrisent mal le produit et en perdent vite le contrôle. Leurs repères disparaissent. Leur santé se dégrade car ils ne se font plus soigner. Et on ne les revoit plus ! », souligne Caroline Thiery, coordinatrice de l'association Effervescence. « Et comme le produit coûte cher, l'engrenage bien connu perpétue les pratiques à risques aussi dangereuses que les produits eux-mêmes : vols, agressions, prostitution », insiste Monique Isambart.

Signe des temps, la consommation ne répond plus aujourd'hui à aucune règle ni cadre précis. Il s'agit de la rencontre d'une personne et d'un produit, à un moment donné. « Les usages sont liés à la diversité des produits et aux mouvements du marché », souligne précisément Vincent Bourseul. On peut émettre l'hypothèse que la hausse de la consommation du crack en 2000 correspond à une plus forte disponibilité du produit. En outre, la consommation d'héroïne va probablement remonter prochainement en milieu urbain en raison des événements internationaux.

Autre exemple : le changement de mode de prescription et de conditionnement du Rohypnol® a entraîné de fait une baisse de la consommation de ce médicament.

D'où la nécessité pour les intervenants de centrer davantage leur approche du consommateur tel qu'il est, en respectant

son mode de vie. « Le shoot propre² est bien passé dans les mœurs », explique Caroline Richard, intervenante à Effervescence. « Ce qui pose encore problème, c'est le retour du matériel usagé car beaucoup de toxicomanes ont peur de se faire arrêter. Ils ont tendance à s'en débarrasser n'importe où ». Le partage du matériel (coton, petite cuillère, récipient...) reste quant à lui préoccupant : ce qui ajoute aux facteurs de risque de transmission de l'hépatite C.

Compte tenu de la diversification des produits, des modes de consommation et de distribution de matériel stérile, « on tâtonne, on cherche afin de faire évoluer nos pratiques », indique Nathalie Guillaumaud, autre intervenante à Effervescence. « Davantage encore que par le passé, nous prenons la personne là où elle en est, sans juger son comportement. La distribution de kits ne peut plus être utilisée comme support pour entrer en contact avec elle. Concrètement, nous n'avons rien à proposer. Notre outil, c'est la parole. Nous essayons de tisser des liens grâce à notre travail de terrain en allant à la rencontre de ces publics, en établissant des relations de confiance afin de les orienter vers des structures sanitaires et sociales susceptibles de les aider. »

Contacts : C3R, Prose, Effervescence.

¹L'hépatite C affecte une majorité d'usagers de drogue par voie intraveineuse. Leurs taux de prévalence moyen d'infection par le VHC est proche de 60 % selon les sources convergentes. Les enquêtes ponctuelles révèlent des taux de contamination allant de 50 à 80 %. Source : Conseil national du SIDA (sept 2001)

²Échange de seringues

LES ASSOCIATIONS DE RÉDUCTION DES RISQUES

Territoire couvert	Adresse et téléphone
Romainville Bagnole Montreuil	Proses 48, rue Karl Marx - 93170 Bagnole Tél. : 01 43 60 33 22
Drancy Bobigny Le Blanc-Mesnil Stains	C3R 93 202, avenue Paul Vaillant Couturier 93000 Bobigny Tél. : 06 76 97 97 21 <i>Adresse provisoire jusqu'à l'été 2002, d'ici là, pas d'accueil du public.</i>
Saint-Ouen L'Île-Saint-Denis Saint-Denis	Effervescence 50, rue Saint-Denis 93400 Saint-Denis Tél. : 01 40 11 21 81
Aulnay-sous-Bois Sevran Tremblay	First 39, rue de Toulouse 93600 Aulnay-sous-Bois Tél. : 01 48 19 60 13
Bondy Clichy Montfermeil Pantin	Artémis 23, rue de la Duée 75020 Paris Tél. : 06 84 77 00 31

LA SUBSTITUTION DANS LE DÉPARTEMENT BIENTÔT UN ÉTAT DES LIEUX

Dresser un état des lieux précis de la substitution en Seine-Saint-Denis, tel est l'objectif du programme que se sont fixés en 2002 la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et l'échelon local du Service médical dans le cadre de leur plan de gestion des risques. On connaîtra ainsi précisément, grâce à l'exploitation du codage des médicaments, la consommation de produits de substitution sur le territoire départemental.

Un choix dicté d'abord par des raisons d'ordre médical, puisque la mise en œuvre d'un tel traitement est un acte thérapeutique qui s'inscrit dans un projet de longue haleine. En outre, la baisse importante du nombre de surdoses enregistrées en Ile-de-France coïncide avec l'accroissement des ventes de Subutex® et de méthadone® – traitements de substitution aux produits opiacés – ainsi qu'avec l'augmentation du nombre de prises en charge.

Mais compte tenu de l'importance des dépenses engagées par l'assurance maladie, les raisons sont aussi économiques. En Ile-de-France, le Subutex®, qui peut être prescrit en médecine de ville, figure au 12^e rang en montant des médicaments remboursés (plus de 96 millions de francs). En Seine-Saint-Denis, en 2000, il figurait au 7^e rang (plus de 15 millions de francs).

L'ensemble des acteurs départementaux (DDASS, Conseil général, associations, professionnels de santé...) disposera ainsi d'informations précises. Des actions inscrites dans une démarche concertée seront également proposées, ce qui devrait notamment aider les médecins libéraux à améliorer la prise en charge de leurs patients sous substitution.

Bonheur d'aimer. Education à la santé et à la vie /

les Laboratoires Wyeth Lederle.
Puteaux, 2000.

Réalisée en collaboration avec le Mouvement français pour le Planning Familial, cette mallette constitue un outil permettant d'animer des actions de prévention autour de la découverte du corps et de ses transformations, de la sexualité ou encore de la contraception. Elle s'adresse tout particulièrement aux professeurs de sciences de la vie et de la terre ou aux infirmières scolaires désirant aborder ces thématiques sous forme de débats et d'échanges avec des élèves de collège.

Cette mallette propose différents supports d'animation :

- un livret pour l'équipe éducative visant à donner des recommandations générales ;
- un livret pour les professeurs de sciences de la vie et de la terre permettant aux jeunes d'acquérir quelques notions scientifiques ;

Pratiques sportives des jeunes et conduites à risques, Actes du séminaire européen, 5 et 6 décembre 2000 /

Ministère de la Jeunesse
et des Sports, MILDT.- Paris,
juin 2001. 106 pages.

Dans ce recueil d'interventions, des experts européens de diverses disciplines : épidémiologie, sociologie, médecine, psychologie, proposent un état des lieux de la recherche autour de l'hypothèse d'une corrélation entre la pratique sportive des jeunes et les conduites à risques (consommation de produits psychoactifs, accidentalité et comportements de nature violente...)

La pratique sportive chez les jeunes est-elle un facteur de protection ou de vulnérabilité ?

La prise de risques est-elle inhérente aux modalités de la pratique elle-même et à

- un livret pour l'infirmière concernant les problèmes pratiques sur les moyens de contraception et de prévention ;
- une vidéo permettant de lancer une discussion (10 minutes mettant en scène deux personnages de dessin animé) ;
- une série de plaquettes d'information pour les élèves ;
- des transparents sur les différents moyens de contraception.

En fonction de l'intervenant, différentes formules d'animation sont possibles pour informer, compléter les connaissances et répondre aux interrogations des collégiens.

L'AVIS DU CIRDD 93

Cette mallette constitue un outil pédagogique intéressant pour tout intervenant œuvrant dans le champ de l'éveil à la sexualité de l'adolescent. Notons que si les plaquettes à diffuser aux élèves sont relativement adaptées à ces tranches d'âge, la vidéo paraît mieux correspondre à un public plus jeune.

Cet outil est empruntable au CIRDD 93 et obtenu gratuitement auprès du département gynécologie du laboratoire (fax : 01 41 02 70 10).

son intensité et/ou en lien avec des caractéristiques comme le sexe, l'âge, l'environnement, l'histoire de vie ?

Les premiers résultats montrent que la pratique intensive du sport favorise parfois certaines conduites à risques. Cependant les recherches doivent être poursuivies et complétées. De plus la diversité des conduites à risques ouvre un large champ d'étude encore inexploré.

Ce séminaire présente aussi quelques programmes de prévention nationaux en direction des jeunes.

L'AVIS DU CIRDD 93

Destiné davantage aux professionnels et aux décideurs, ces actes font le point sur les connaissances actuelles et les réflexions en cours permettant de repenser les méthodes de prévention et leur évaluation.

Cet ouvrage est empruntable au CIRDD 93 et consultable sur le site www.jeunesse-sports.gouv.fr

BREVES

• Hôpital DELAFONTAINE

2, rue Pierre Delafontaine à Saint-Denis
Tél. : 01 42 35 60 51
Hsd-com@ch-stdenis.fr.

Consultation d'addiction le mardi de 13 h 30 à 17 h assurée par Sylvie Ullmann, psychologue.

Accueil et soutien des familles, psychothérapies. Un espace d'écoute pour aider à parler d'une conduite de dépendance : alimentation, tabac, médicaments, alcool, drogues...

Ouverture d'une consultation de Tabacologie tous les lundis et jeudis de 14 h à 17 h assurée par le docteur Penaud avec la collaboration de Mme Ullmann.

• Hôpital AVICENNE

Centre BOUCEBCI-CSST

125, rue de Stalingrad à Bobigny
Tél. : 01 48 95 59 33

m.boucebi@avc.ap-hop-paris.fr

Consultation mères-enfants le mercredi après-midi. Cette consultation prend en charge individuellement ou en groupe les mères toxicomanes et leurs enfants. Elle débute dès la grossesse et se poursuit aussi longtemps que nécessaire.

L'équipe d'intervenants est composée d'un médecin, de deux psychologues, d'un référent social, d'une infirmière et de stagiaires psychologues.

Accueil des familles : l'objectif est d'offrir un espace d'écoute, d'information à des familles dont l'un des membres a des problèmes de dépendance à un produit. Consultations anonymes et gratuites sur rendez-vous. Entretien avec un ou deux intervenants (un médecin généraliste et une infirmière).

FORMATIONS

« Séminaire déconstruire le social. La parentalité en question(s) » dirigé par Saül Karsz, philosophe, sociologue (université Paris V) association Pratiques Sociales.

Huit rencontres de janvier à juin 2002 à la Sorbonne.
Contact : Pratiques Sociales - Tél./Fax : 01 46 63 06 31
Ou sociales@wanadoo.fr

14/01/2002 : « La parentalité : c'est-à-dire ? »

04/02/2002 : « Entre jouissance privée et injonction publique »

04/03/2002 : « Soutien à la fonction parentale : l'impossible neutralité »

23/03/2002 : « La parentalité, logiques institutionnelles » et « positionner la médiation familiale »

08/04/2002 : « La parentalité et l'imaginaire de la petite enfance »

13/05/2002 : « Nouveaux enjeux politiques de la parentalité »

03/06/2002 : « Penser la paternité : que devient la fonction paternelle »

24/06/2002 : « La parentalité : ratures et sutures d'une idéologie matérielle »

Unité de Formation de l'Association Nationale des Intervenants en Toxicomanies (UNAFIT). Programmes 2002

Lieu des formations : 75007 Paris

- « Drogues et cultures de banlieues » 25-26 mars 2002

- « Mères toxicomanes - femmes en question » 13-14 mai 2002

- « Articulation santé-justice » 28-29 janvier 2002

- « Cannabis » 14-25 janvier 2002

- « Pratique de substitution et prises en charge » 7-8 mars 2002

Renseignements : www.anit.asso.fr

Inscription : Tél. : 04 78 56 46 00 ou Fax : 04 72 39 97 58 ou secrétariat@anit.asso.fr

Colloque « La compétence des familles, utopie, ou réalité ? » animé par Guy Ausloos et Guy Hardy, le 28 mars 2002, Chambéry.

Formation « la relation d'aide sous contrainte administrative ou judiciaire »

du 25 au 29 mars 2002, Chambéry

Renseignements : Resyde-formation - Tél. : 01 40 37 56 02

Inscription : Association Jeunesse et Droit - Tél. : 01 40 37 40 08

Veillez m'abonner Un an (six numéros) 20 francs ou 4 francs le numéro.

Ci-joint mon règlement par : chèque bancaire chèque postal
à l'ordre de l'agent comptable du CIRDD 93

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Fonction : _____ Date et signature : _____

L'équipe du CIRDD 93 vous souhaite une bonne année 2002.

La DDASS de Seine-Saint-Denis organise une formation à destination des intervenants auprès des usagers de drogues travaillant dans les cinq associations de réduction des risques du département. Cinq modules de trois jours sont proposés : drogues et sociétés, processus d'adolescence et prises de risques, la réduction des risques, politiques et prévention, la relation d'aide et l'élaboration de projets d'information et de prise en charge. Le choix des thèmes abordés résulte d'un recueil préalable des besoins des professionnels concernés. La formation vise à apporter une culture commune sur la réduction des risques et les méthodes d'intervention.

Contacts : DDASS93, Catherine LAUDIER - Tél. : 01 41 60 70 74

Formavenir : Bruno BRIZARD - Tél. : 01 47 70 58 03

Publication du CIRDD
de Seine-Saint-Denis
Groupement d'Intérêt Public,
Représentant légal :
M. Jean ARIBAUD
Commission paritaire : en cours
ISSN : en cours
Tirage : 7 000 exemplaires
Dépôt légal : Décembre 2001
Directrice de la publication :
Florence MONCOURTOIS
Secrétaire de rédaction :
Sylvie GERARD
28, rue du lieutenant Lebrun
93000 BOBIGNY
Tél. 01 41 60 82 80
Impression : RAPID OFFSET
21, rue Eugène Varlin - 93000 BOBIGNY
Tél. 01 48 02 29 99



l'Assurance Maladie
sécurité sociale
caisse primaire de la Seine-Saint-Denis



**Département de la
Seine-Saint-Denis**
CONSEIL GÉNÉRAL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS